

Les sanctions économiques

La Russie isolée sur la scène internationale



Plusieurs pays ont annoncé des sanctions économiques contre la Russie, à la suite de son invasion de l'Ukraine, lancée [fin février 2022]. Les sanctions économiques sont utilisées pour faire pression sur un pays ou ses dirigeants, mais leur efficacité est remise en cause par certains économistes et experts en relations internationales.

L'actualité

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a déclaré hier sur Franceinfo que les sanctions économiques infligées à la Russie en réponse à son offensive contre l'Ukraine étaient susceptibles de « provoquer l'effondrement de l'économie russe ».

Plusieurs pays, comme les États-Unis, le Canada, le Japon ou les pays membres de l'UE, ont annoncé des sanctions ces derniers jours, dont l'interdiction des transactions de la banque centrale russe, l'exclusion de certaines banques russes du système interbancaire Swift, le plus utilisé au monde, et le gel des avoirs du président russe, Vladimir Poutine, et du ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

La valeur du rouble, la monnaie russe, a chuté de près de 24 % par rapport à l'euro depuis une semaine et le prix de certaines matières premières dont la Russie est un grand producteur, comme le gaz ou le blé, a fortement augmenté.

Le but des sanctions

Une sanction économique est **une action menée par un pays ou une organisation contre l'économie d'un autre pays, dans le but de le pousser à respecter certaines règles ou à changer de comportement**. Au sortir de la Première Guerre mondiale, le président américain Woodrow Wilson estimait que celles-ci permettaient d'éviter de nouvelles guerres. « La sanction est alors supposée créer une situation économique tellement dégradée qu'elle va conduire la population à faire pression sur les dirigeants », expliquaient les économistes Sylvie Matelly et Fanny Coulomb dans un article de 2015.

Pour Bertrand Badie, chercheur en relations internationales, **derrière la sanction se trouve aussi « l'idée de punir »**, affirmait-il dans la même revue. « Les sanctions, dans leur grande majorité, visent les pays du Sud, qui ne s'inscrivent ni sur le même plan de puissance, ni dans le même cadre culturel » que les « puissances occidentales », pointait-il.

Les différents types de sanctions

Les sanctions économiques sont des mesures restrictives financières ou commerciales qui **peuvent être prises unilatéralement par un pays ou par un groupe de pays, comme l'ONU ou l'Union européenne**. Elles peuvent prendre la forme d'un embargo, qui consiste à limiter les importations ou exportations de biens et services en provenance d'un pays.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a par exemple invité les pays membres et non membres à mettre en place un embargo général contre l'Irak de Saddam Hussein, de 1990 à 2003. Elles peuvent aussi être financières, prenant par exemple la forme d'une interdiction de réaliser des transactions dans une certaine devise avec les banques d'un pays – les États-Unis ont ainsi interdit à plusieurs reprises aux entreprises d'effectuer des transactions en dollars avec l'Iran – ou celle d'un gel des avoirs d'individus ou d'entités. **Ce dernier type de sanctions, dites « ciblées » ou « intelligentes », permet de « limiter l'impact des sanctions sur les populations locales »**, écrivaient les économistes Sylvie Matelly et Fanny Coulomb en 2015.

24 pays, parmi lesquels la Birmanie, l'Iran, la Russie ou le Venezuela, sont actuellement concernés par des sanctions économiques internationales, émanant de l'ONU ou de l'Union européenne, selon le ministère de l'Économie. « Ces mesures prennent la forme d'interdictions et de restrictions au commerce de biens, de technologies ou de services ciblés avec certains pays, de mesures de gel des fonds et ressources économiques et parfois de restrictions à l'accès aux services financiers », explique le ministère sur son site.

Les conséquences sur les populations

Les sanctions ont pour effet de fragiliser l'économie d'un pays et touchent fortement sa population, qui peut développer en retour un ressentiment envers le pays qui sanctionne. « **En touchant le nerf du nationalisme, la sanction apporte très généralement un surcroît de légitimité aux dirigeants** », écrivait le spécialiste en relations internationales Bertrand Badie en 2015. Il s'agit d'un dérivé du « *rally 'round the flag effect* » (**l'effet de ralliement derrière le drapeau**), théorisé par le politologue américain John Mueller dans les années 1970.

Dans un contexte de mondialisation et d'interdépendance accrue, **les sanctions peuvent également se retourner contre les pays les ayant prises**, affectant les possibilités de développement à l'étranger des entreprises ou compliquant leur approvisionnement et celui des consommateurs.

Les limites de l'efficacité des sanctions

« Même si le pays ciblé est bien inséré dans l'économie internationale, le fait qu'il détienne des produits indispensables à beaucoup d'autres États, tels que des matières premières ou des métaux rares, le rendra moins perméable aux sanctions », expliquait Erica Moret, chercheuse à l'Institut de hautes études internationales et du développement dans une interview à Alternatives économiques en 2020.

Les sanctions économiques sont régulièrement « critiquées en raison de la corruption et des activités économiques illicites qu'elles génèrent », pointait en 2015 l'historien des relations internationales Pierre Gossier dans la Revue internationale et stratégique. Leur efficacité peut également être amoindrie par des stratégies de contournement. « **Entre des pays comme la Russie, la Chine, mais aussi la Corée du Nord, l'Iran, l'Afghanistan ou Cuba s'est ainsi créé une sorte de club des "sanctionnés"** qui peuvent s'entraider », expliquait l'historien Nicholas Mulder dans un entretien avec L'Express la semaine dernière. « Le Venezuela a bénéficié du pétrole iranien », poursuivait-il.

Pour aller plus loin

EXTRATERRITORIALITE

Les sanctions économiques mises en place par les États-Unis ont une dimension extraterritoriale, le droit américain en la matière s'appliquant en dehors des frontières du pays. Un épisode de l'émission de France Culture « Entendez-vous l'éco » **explique ce concept, qui vise pour les États-Unis à mieux lutter contre la corruption ou le financement du terrorisme, mais crée des risques importants pour les entreprises d'autres pays.**

→ [Écouter l'épisode.](#)

EFFETS DE LA LIBERALISATION DU MARCHÉ

Du fait de la mondialisation et de l'interdépendance des pays, les sanctions économiques ont des conséquences pour les pays qui les prennent. Dans un débat, l'émission « 28 minutes » d'Arte **explore l'impact des récentes sanctions contre la Russie prises par les pays occidentaux sur leurs économies.**

→ [Voir l'émission.](#)

Source : d'après <https://www.brief.eco/>